



SYRIE : SILENCE ON MEURT

Après sept ans de guerre, le peuple syrien reste sous le feu des bombes. Mobilisation à Bordeaux.

PAGE 2

© Mathilde Musset



PÉNURIE DE CÉRÉALES BIO POUR BÉBÉ

Mais où sont passés les stocks de Vitagermine ? Depuis plusieurs semaines, les clients s'interrogent.

PAGE 8

© Mélanie Volland

IMPRIMATUR

#703
mars 2018

JOURNAL DE L'INSTITUT DE JOURNALISME BORDEAUX AQUITAINE **GRATUIT**



ZOOM

PAGES 6 - 7

CULTURES URBAINES

La vague verte gagne Bordeaux

© Fotolia

Rêver l'après-Assad

ÉDITORIAL MERCİ POUR TOUT

Une fois de plus, le chaos syrien fait les gros titres avec deux nouveaux bains de sang. Dans l'enclave d'Afrin sous le feu de l'armée d'Erdoğan, et dans la région de la Ghouta orientale assiégée par les troupes du régime. Une vieille rengaine pour le peuple syrien, pris dans le grand tourbillon des froids calculs géopolitiques des grandes puissances. À qui se fier après les années de domination barbare de l'Etat Islamique ? À l'idéal religieux de l'opposition soutenue par le Qatar et l'Arabie Saoudite ? Comment envisager le maintien du régime nationaliste d'Assad ? N'y a-t-il aucun espoir de démocratie ? Peut-être bien que si. Au nord du pays, existe le Système Fédéral Démocratique de Syrie du Nord. Dans cette région à majorité kurde, les minorités chrétiennes, arabes et turkmènes ne sont pas persécutées. Hommes et femmes sont égaux. Les habitants de chaque ville, village ou district ont leur mot à dire sur les questions de vie quotidienne et de société. Bref, la démocratie directe dans toute sa splendeur. Mais qui se heurte à un problème de taille. La région est sous contrôle du Parti de l'Union Démocratique (PYD) kurde et de milices alliées. Une bonne raison pour s'attirer les foudres d'Erdoğan, bien entendu hostile à l'établissement d'une force kurde au Moyen-Orient. Il a donc envoyé son armée démontrer toute sa puissance en bombardant l'enclave d'Afrin, partie prenante du Système fédéral démocratique. Le tout dans le silence de la communauté internationale. Une manière quelque peu discourtoise de remercier celles et ceux qui étaient aux premières lignes, au sol, dans la lutte contre l'Etat Islamique.

PIERRE BILLAUD
@pierrbbibi

Directeur de la publication
ARNAUD SCHWARTZ

Conseiller de rédaction
JEAN-FRANÇOIS BRIEU

Direction artistique
FRÉDÉRIQUE AUGRY

Rédacteur en chef
PIERRE BILLAUD

Chefs d'édition
THÉO MERCADIER
MATHILDE MUSSET

Rédacteurs
LOHAN BENAATI
CAMILLE CHRÉTIEU
THÉOTIME ROUX
MÉLANIE VOLLAND
VICTOR LENGRONNE
TALINE OUNDJIAN
LARA DOLAN
LUCIE CARBAJAL



Syrie Démocratie 33 a manifesté dimanche dernier place de la Victoire à Bordeaux ©M.M.

À Bordeaux, dimanche 25 février, l'association Syrie Démocratie 33 a manifesté pour dénoncer les bombardements incessants dans la région de la Ghouta orientale, une enclave au sud-est de Damas. Réfugiés, militants, universitaires et volontaires, syriens et français, s'organisent pour voir plus loin que l'impasse de la guerre.

Des cris s'élevaient place de la Victoire. Une cinquantaine de personnes sont rassemblées, beaucoup de familles avec leurs enfants. Ils courent et chantent en tenant un drapeau noir, blanc et vert, avec trois étoiles rouges alignées en plein centre. Le drapeau de la Syrie, avant Assad père et fils. « Liberté, démocratie en Syrie ! », « Bachar casse-toi ! La Syrie n'est pas à toi ! » Les mêmes slogans sont prononcés contre Vladimir Poutine, et dénoncent les bombardements aux armes chimiques en Ghouta orientale, alors que la Russie vient de voter pour une trêve à l'ONU, sollicitée par la France et l'Allemagne.

« *Aucun Syrien n'est dupe quant à l'illusion d'une trêve, qui n'a jamais existé.* » Pourtant, l'objectif de paix et de démocratie s'envisage sur le long terme : « *La guerre est une politique de courte portée. Dominer et influencer les autres ne dure qu'un temps. L'essentiel, c'est de créer les conditions pour continuer à résister.* »

LA PAIX ET LA DÉMOCRATIE
L'association multiplie les actions de soutien logistique et humain aux réfugiés syriens. Une quarantaine de familles

extrémistes et criminelles s'en-gouffrent. Ce n'est pas ce que veut le peuple syrien », analyse Youssif Faker Al-Deen, écrivain et directeur du think-tank Democratic Republic Studies Center.

ORGANISER LE DÉBAT POLITIQUE
Les forces démocrates n'en sont pas encore à s'organiser, mais il faut une solution politique : « *L'Union européenne n'a pas sérieusement aidé les vrais démocrates, ceux qui représentent la démocratie syrienne. Le soutien que la France peut apporter se trouve justement dans la création*

« Aucun Syrien n'est dupe quant à l'illusion d'une trêve, qui n'a jamais existé. »

de groupes de réflexion politique viables. » Mais celle-ci ne peut actuellement pas le faire efficacement tant que l'Union européenne se trouve désunie. « *Elle ne peut rivaliser avec les deux grandes puissances que sont la Russie et les États-Unis. La guerre est inévitable, mais le régime syrien lui, est fini !* »

« *C'est la tactique de la terre brûlée* », explique Mawas Fasadi, franco-syrien de 76 ans, arrivé en France en 1972 et père de la présidente de Syrie Démocratie 33. Pour lui, la destruction massive de la Syrie a été rendue possible par le « *nettoyage confessionnaliste* » mis en place par Bachar Al-Assad. « *Il n'a jamais combattu Daesh* » et a laissé les puissances étrangères investir le terrain syrien pour divers intérêts : militaire, géopolitique,

MATHILDE MUSSET
@musset001

Le conflit syrien en dates

15 mars 2011

Début des manifestations anti-Assad dans les rues de Damas. D'autres suivront, sévèrement réprimées par l'Etat syrien.

2014

Implantation de Daesh en Syrie. Raqqa devient sa place forte.

14 juin 2015

À Kobané, les forces kurdes et la coalition internationale mettent l'Etat Islamique en déroute.

22 déc. 2016

Le régime syrien reprend le contrôle d'Alep, après six ans de bombardements.

6 juin 2017

Chute de Raqqa, l'EI perd ses territoires en Syrie.

23 fév. 2018

Un bombardement dans la région de la Ghouta fait 500 morts, l'ONU appelle à cesser les attaques pour mettre en place une aide humanitaire.

« Les armes de l'OTAN tuent au Rojava »



©D.R.

Chris Den Hond est un journaliste indépendant belge, coréalisateur du documentaire Rojava : une utopie au cœur du chaos syrien. Il est également co-auteur du livre La Commune du Rojava - L'alternative kurde à l'État-nation.

La région du Rojava est actuellement sous le feu de l'armée turque. Située au nord-ouest de la Syrie, elle est séparée du reste du territoire par les combats. Le Rojava est le théâtre de l'expérimentation d'un projet politique original de démocratie directe. En 2014, il s'est doté d'un contrat social qui prône une société libertaire, égalitaire, paritaire et respectueuse des différentes minorités. Coincé entre la Turquie, les Kurdes d'Irak hostiles aux Forces Démocratiques Syriennes, et les troupes du régime Assad, la région est de facto soumise à un embargo qui freine la réalisation du projet politique novateur qui y a éclos. Le journaliste Chris Den Hond, spécialiste de la région, revient sur les enjeux qui se déroulent sur place.

Les YPG / YPJ sont alliés aux Etats-Unis sur le théâtre syrien. N'y a-t-il pas de contradiction, pour une structure politique libertaire, à s'allier à l'ogre américain ?

Ces alliances sur le terrain sont des alliances de circonstance, rien de plus. Elles peuvent être interrompues à tout moment. Et puis, les forces du Rojava et les Etats-Unis ont également des intérêts divergents. Les premières n'ont par exemple aucun intérêt à renverser le régime iranien. La coalition internationale réagit très peu à l'offensive turque sur la région, Emmanuel Macron ne l'a pas condamnée, par exemple. Les forces kurdes ont payé le prix fort dans la lutte contre l'Etat islamique ! Maintenant, elles voient les bombes de l'OTAN leur tomber sur la tête, ce sont des hélicoptères de fabrication italienne, des M16 américains et des chars israéliens et allemands qui sont à l'œuvre au Rojava !

Peut-on dire que le projet de société qui émerge au Rojava est construit en faveur des populations kurdes ?

Absolument pas. Ce n'est pas un projet « par les Kurdes pour les Kurdes ». En ce sens, il est en totale contradiction avec le nationalisme arabe du régime Assad. Le projet religieux de la majorité de l'opposition syrienne, ou le projet nationaliste des Kurdes d'Irak en faveur d'un Kurdistan indépendant. Quand le parti de l'Union démocratique kurde (PYD) et ses branches armées – les Unités

de protection du peuple (YPG) et les Unités de protection de la femme (YPJ) – sont arrivés dans la région, les populations arabes et turkmènes exprimaient certaines craintes, qui ont vite été dissipées.

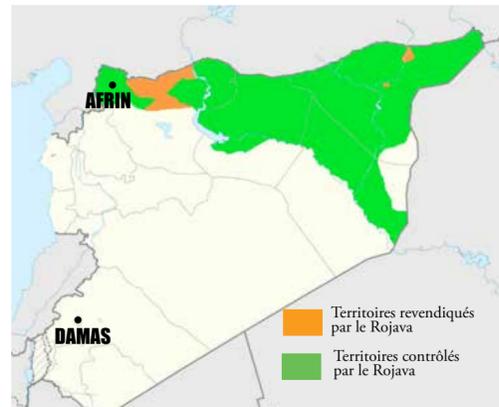
Quelles sont les principales difficultés rencontrées dans la mise en place de cette utopie ?

En premier lieu, l'embargo auquel la région est soumise. Par exemple, l'impossibilité d'importer des panneaux solaires empêche toute possibilité de transition écologique, qui est un pilier fondamental du projet. Ensuite, la société locale est encore assez traditionaliste, parfois en contradiction avec les visées progressistes et libertaires qui animent cette utopie. Autre point, les paysans sont parfois réticents à adopter un système collaboratif. Tout ceci fait que le projet pris dans sa globalité demeure assez embryonnaire.

Les YPG / YPJ sont alliés aux Etats-Unis sur le théâtre syrien. N'y a-t-il pas de contradiction, pour une structure politique libertaire, à s'allier à l'ogre américain ?

Ces alliances sur le terrain sont des alliances de circonstance, rien de plus. Elles peuvent être interrompues à tout moment. Et puis, les forces du Rojava et les Etats-Unis ont également des intérêts divergents. Les premières n'ont par exemple aucun intérêt à renverser le régime iranien. La coalition internationale réagit très peu à l'offensive turque sur la région, Emmanuel Macron ne l'a pas condamnée, par exemple. Les forces kurdes ont payé le prix fort dans la lutte contre l'Etat islamique ! Maintenant, elles voient les bombes de l'OTAN leur tomber sur la tête, ce sont des hélicoptères de fabrication italienne, des M16 américains et des chars israéliens et allemands qui sont à l'œuvre au Rojava !

PIERRE BILLAUD @pierrbbibi



Les territoires du Rojava, aussi connus sous le nom de Kurdistan occidental (©NordOuest)

La relève colombienne



Le parti Decentes descend dans les rues de Bogota. ©D.R.

Le 11 mars prochain auront lieu les élections législatives en Colombie, deux mois et demi avant les présidentielles qui débiteront le 27 mai. Une occasion pour des mouvements citoyens, majoritairement composés de jeunes « indignés » par la situation politique actuelle, de s'organiser et de faire entendre leur voix.

Je ne ressens pas de rancœur envers mon pays, mais de l'indignation. » Joaquín Franco, 37 ans, est un rescapé du conflit armé, qui a duré plus de 50 ans et fait 220 000 morts en Colombie. Dans les années 1980, lui et sa famille s'exilent en France car les militaires accusent ses parents, militants de gauche, d'un crime qu'ils affirment ne pas avoir commis.

Le montage judiciaire est une pratique courante à l'époque. Dans un contexte de disparitions forcées, de kidnapping et de torture de la part des militaires, ils choisissent de s'enfuir. Joaquín n'a que deux ans. À l'âge de 33 ans, il revient dans son pays d'origine et commence à travailler au Centre national de la mémoire historique, créé en 2011 pour promouvoir la paix et la reconnaissance des victimes du conflit.

INTÉGRER LA SPHÈRE POLITIQUE
Aujourd'hui, il milite, comme ses parents avant lui, pour les prochaines élections législatives. Il s'occupe de la campagne de Maria José Pizarro, fille du célèbre commandant du groupe guérillero M-19, Carlos Pizarro, assassiné le 26 avril 1990 alors qu'il était candidat à l'élection présidentielle. Elle est tête de liste de la coalition Decentes, qu'on pourrait traduire par les « honnêtes », pour la circonscription de Bogota. Maria José

Pizarro, comme les autres candidats de la liste, n'a jamais exercé de responsabilités politiques. Decentes regroupe des leaders de mouvements sociaux, des étudiants, des retraités, de simples citoyens. Ce qui les rassemble ? Le sentiment d'indignation face à la corruption qui touche la sphère politique colombienne, l'impunité qu'elle engendre et l'envie de renverser les vieux partis au pouvoir depuis des années.

« Il y a un ras le bol par rapport à la corruption, semblable à ce qui s'est passé au Brésil en 2013. Sauf qu'en Colombie, on n'ose pas sortir dans la rue, parce qu'en Colombie on tue. »

C'est un mouvement jeune, qui émane directement de la société civile et qui ne se revendique ni de droite ni de gauche. « *Un peu comme En Marche en France, c'est la citoyenneté qui s'organise, se mobilise, et finalement accède au pouvoir. On n'a pas de projet de parti. C'est un processus ouvert, en construction. On veut être dans tous les espaces de participation politique.* »

Decentes appuie la candidature présidentielle de l'ancien sénateur et maire de Bogota Gustavo Petro,

le candidat déchu des dernières élections de 2012. D'après les derniers sondages, qu'il faut cependant regarder avec une extrême prudence, il se trouve en deuxième position derrière le candidat centriste et ancien maire de Medellín Sergio Fajardo.

LES EX-GUERRILLEROS REPRÉSENTÉS
Ces élections sont particulières pour la Colombie. Pour la première fois, la Force alternative révolutionnaire commune (FARC) est représentée. Le groupe guérillero a signé un accord de paix le 21 novembre 2016 avec l'actuel président Juan Manuel Santos. Il s'est ainsi transformé en parti politique, avec pour candidat à la présidence le chef des FARC, connu sous le nom de Timochenko. Une présence qui indigne de nombreux Colombiens. Certains membres n'ont pas encore avoué leurs crimes et purgé leur peine de prison, comme l'accord de paix le prévoit. À deux semaines des législatives et trois mois des présidentielles, la tension n'est pas prête de retomber. Depuis le 1^{er} janvier 2018, selon les chiffres de l'ONG Indepaz, 29 personnalités locales, défenseurs des droits de l'homme ou leaders paysans, et dix anciens guérilleros ont été assassinés.

DE NOTRE CORRESPONDANTE À BOGOTA
LUCIE CARBAJAL
@luciejc

Mal-être des médecins Arrêtez de tirer sur l'ambulance

Les jeunes médecins vont mal. Rythme de travail acharné, violences psychologiques, pression hiérarchique, une étude met en lumière les maux dont souffrent les futurs soignants. Deux jeunes médecins brisent le tabou de la souffrance à l'hôpital. Par LARA DOLAN @laradolan

Entre les murs aseptisés des hôpitaux français, la douleur des malades s'ajoute à celle, moins connue et moins visible, des médecins. La récente enquête de quatre syndicats d'étudiants et jeunes médecins montre que deux praticiens sur trois souffrent d'anxiété, et un tiers de dépression. Un chiffre qui ne surprend pas Maxime Rifad, 25 ans et étudiant en cinquième année de médecine à Bordeaux. « Il y a une grosse pression sur les épaules des médecins », analyse-t-il. Maxime rêve de devenir médecin généraliste en campagne, loin du tumulte des grosses structures urbaines. Pour le moment, il est en stage dans le service de réanimation de l'hôpital Pellegrin. Une spécialité faite de stress, d'adrénaline et de travail monstre.

cohésion et rivalités intestines ne font pas bon ménage. Maxime a vu des camarades décrocher. Il sait qu'il y a des cas de burn out, et de dépression chez les étudiants en médecine, à tel point qu'une cellule a récemment été créée par le doyen de la faculté de médecine de Bordeaux pour aider les étudiants en souffrance.

À la charge de travail s'ajoutent les brimades, les moqueries, les prises de bec quotidiennes : « Alors qu'ils ont subi les mêmes violences pendant leurs années d'externat, les internes se mettent à mal nous parler », déplore Maxime. Cette « théorie du ruissellement », comme il l'appelle, Audrey en a souffert lorsqu'elle était étudiante. « Externe, je me disais que ça irait mieux. Interne je pensais que ça ne pourrait pas être pire. Maintenant que je suis médecin, je me rends compte que ça ne s'arrangera pas », témoigne cette jeune chef de clinique en réanimation chirurgicale de 32 ans. Elle est actuellement en arrêt à cause de contractions prématurées.

UN RENDEMENT SUR LE DOS DES MALADES
Pour Audrey et Maxime, cette souffrance est liée à la politique du chiffre qui règne dans le système hospitalier. « Le service public est fondamental. Pourtant, on gère

l'hôpital comme s'il était une entreprise privée », dénonce Maxime. Et Audrey d'ajouter : « L'hôpital est contrôlé par des gestionnaires. On demande aux médecins d'être productifs. » C'est aux étudiants que l'on délègue les tâches les plus ingrates, la paperasse sous laquelle croulent les chefs de clinique, faute de personnel. Les semaines de travail frôlent parfois les 70 heures et les repos de garde, pas toujours respectés, se font en dehors de toute réglementation.

L'hôpital ne fonctionnerait pas sans ses bons petits soldats ; la culture du non-dit autour du mal-être des médecins met en péril la qualité des soins et la sécurité du patient.

JUSTE UNE DÉPRIME, VRAIMENT ? Les médecins bâtissent leur identité professionnelle sur une image de super héros et rares sont ceux qui acceptent de parler. Cela ne changerait de toute façon pas grand chose : lorsqu'ils appellent à l'aide, les médecins sont peu entendus. À l'image d'un collègue anesthésiste d'Audrey, qui s'est suicidé en décembre dernier. « Le suicide de Martin* a été tu. Le 2 novembre, il quitte l'hôpital. Un mois plus tard, il se suicide à son domicile. Avec l'équipe soignante, nous avons essayé d'interpellier notre hiérarchie pour



Le burn out à l'hôpital touche de plus en plus de jeunes médecins. © A. Mansour

lui montrer que son suicide est lié à une souffrance au travail. Mais on nous a expliqué qu'il a fait une overdose car il était toxicomane. »

L'histoire a fait grand bruit entre les murs de l'hôpital, mais pas au delà. Pire, le silence a été exigé par les chefs : « Tout le monde savait que ça n'allait pas, on nous a demandé de ne pas en parler. Nous l'avons vécu comme une omerta », témoigne Audrey. Comble du cynisme, une commission de parole avait été proposée par l'hôpital : « On est fin février et nous n'avons aucune nouvelle. » À la pression qu'impose la

profession, s'ajoute celle de la hiérarchie : « On a toujours l'impression que ça va aller mieux mais c'est de pire en pire. Nous avons toujours plus de travail, plus de responsabilités. Quand ça ne va pas, nos chefs mettent cela sur le coup d'une petite déprime. » Si la parole se libère, l'hôpital demeure un monde où le médecin peut difficilement montrer des signes de faiblesse, par crainte d'être discriminé par ses pairs. Ceux qui souffrent se taisent, en silence.

*Le prénom a été modifié

Écoles hors contrat Le règne du flou

Le Sénat a adopté fin février une proposition de loi pour mieux encadrer les écoles privées hors contrat. Cette proposition met en lumière ces établissements minoritaires et méconnus, pourtant en pleine expansion.

Il est plus facile d'ouvrir une école hors contrat que de créer une start-up. Christian Chevalier, ancien secrétaire général du syndicat des enseignants UNSA (Union nationale des syndicats autonomes), traduit bien le flou qui règne autour des écoles privées qui ne sont pas sous contrat avec l'État. Il suffit d'avoir le bac pour ouvrir une telle école, après « une simple déclaration en préfecture ». Quant aux professeurs recrutés, ils ne sont pas tous diplômés de l'Éducation nationale. « Ils n'ont parfois qu'une licence ou un master pour enseigner », explique Christian Chevalier. Paul Devin, secrétaire général du syndicat des inspecteurs, va même plus loin : « Ils n'ont pas besoin de diplôme. Ce

qui compte, c'est l'adhésion à une certaine idéologie. »

DE PLUS EN PLUS D'ÉCOLES
Le nombre d'écoles hors contrat augmente depuis quelques années. 130 ont ouvert l'an passé. De quoi inquiéter Paul Devin : « Il y a des risques d'endoctrinement, notamment dans les écoles religieuses. Et, avec des pédagogies alternatives comme Montessori, il y a une fabrication de parcours extrêmement privilégiés, basés sur l'entre-soi social. La ségrégation sociale se voit renforcée. » Christian Chevalier dénonce lui, une « marchandisation de l'éducation ».

Le risque d'influence idéologique, c'est ce qui a notamment entraîné cette proposition de loi. En soi,

peu de modifications par rapport au texte existant. Un contrôle annuel est désormais prévu. « La loi actuelle est largement insuffisante. Qu'on pointe les risques sans pouvoir rien faire concrètement, ça pose une vraie question », poursuit Paul Devin.

LIBERTÉ DES ÉCOLES
OU LIBERTÉ DES ENFANTS ?

Car le problème est là. Les contrôles ne sont pour l'instant pas réguliers. « Nous avons été contrôlés une fois l'an passé. Le compte-rendu était positif », raconte Nathalie Bois-Huyghe, directrice du lycée Edgar Morin, à Bordeaux. Ce n'est pas le cas de tous les établissements. Lorsque des dérives – radicalisation, insuffisances scolaires,

non-respect du socle commun des connaissances, mise en danger des enfants – sont constatées, trop peu d'actions sont menées contre l'établissement en question. Et ce, malgré des risques avérés d'endoctrinement voire de violences. « Un cas de pédophilie a récemment été découvert dans une école mais il n'y a pas eu de fermeture de l'établissement. Seul le prêtre qui enseignait s'est fait évincer. Car il faut des preuves tangibles pour entraîner la fermeture », s'alarme Christian Chevalier.

Si la loi est considérée comme insuffisante, comment aller plus loin ? « Une ouverture sur projet préalable et non sur déclaration », propose Christian Chevalier. Najat Vallaud-Belkacem, alors ministre

de l'Éducation nationale, avait proposé ce changement en 2016. En vain. Le Conseil constitutionnel s'y était opposé au nom de la liberté d'enseignement. L'enjeu reste de toute façon le même : protéger les enfants contre les enseignements doctrinaux et la manipulation. « Il est inconcevable de penser que, dans certaines écoles, on enseigne que l'avortement est un meurtre », conclut Paul Devin, amer.

VICTOR LENGRONNE @victorlengronne
JÉRÉMY PELLET @pljjeremy

« On est des défricheurs »

Pas de sonnerie, pas de carnet de liaison : direction le lycée Edgar Morin, au cœur de Darwin, créé il y a deux ans, à Bordeaux. « Donner une place entière à l'élève », tel est l'objectif. « On n'a pas l'impression de combler un manque de l'Éducation nationale, seulement de proposer autre chose », explique Nathalie Bois-Huyghe, fondatrice et directrice du LEM. Des

séances de « bonjour » et de « au revoir », longues de trente minutes, encadrent la journée. Il n'y a pas de classe attribuée : les cours peuvent se dérouler aussi bien dans une salle de réunion, non loin des entrepreneurs locaux, qu'au skatepark ou dans l'épicerie installée à Darwin. « On décroisonne tout : les lieux, les matières, les pratiques », raconte Adeline Serve,

éducatrice pédagogique. Cette école hors contrat, ni à vocation religieuse, ni porteuse d'une quelconque méthode du type Montessori, fait, à l'occasion, appel à des enseignants issus de l'Éducation nationale. « On est peut-être des défricheurs », plaisante Nathalie Bois-Huyghe.

VICTOR LENGRONNE @victorlengronne



Les élèves du lycée Edgar Morin à Bordeaux font classe dans les hangars de Darwin. ©LEM

3 QUESTIONS À LESLIE GRICHY

psychiatre et ancienne membre de l'InterSyndicale nationale des internes en charge des questions sociales

Recueilli par LOHAN BENAÏT @lolo_bnt et LARA DOLAN @laradolan

Depuis quand s'intéresse-t-on au suicide chez les médecins ?

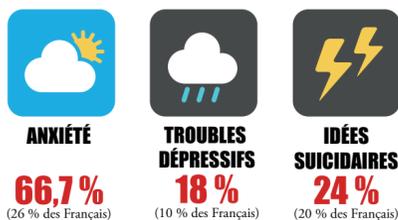
Il y a eu un électrochoc en 2003 après le rapport du Conseil de l'Ordre qui a révélé que les médecins se suicident deux à trois fois plus que le reste de la population. Mais 2015 reste une année charnière en terme de prise de conscience du mal être des médecins à l'hôpital. Cette année-là, le suicide du professeur Jean-Louis Mégny à l'hôpital Georges Pompidou a révélé des dysfonctionnements. Après le drame, qui a été très médiatisé, les langues ont commencé à se délier. Dans la foulée, plusieurs associations qui viennent en aide aux étudiants ont été créées. L'idée, c'est d'inciter les étudiants en souffrance à parler.

24 % des jeunes soignants affirment avoir eu des pensées suicidaires. Comment expliquez-vous ce chiffre ?

Plusieurs causes peuvent pousser au suicide. Mais dans ce cas précis, le facteur professionnel est déterminant car les étudiants en médecine se suicident beaucoup plus que le reste de la population. Ils ont des conditions de travail difficiles, parfois jusqu'à 120 h par semaine, n'ont pas toujours des conditions de management qui ne sont pas idéales. C'est un métier fatigant où l'on côtoie la maladie et la mort. Les étudiants en médecine sont fragilisés par un univers fragilisant.

Ce chiffre inquiétant peut-il être amené à baisser ?

On a peut être l'impression qu'il y a plus de suicides car on en parle plus. Il y a encore quelques années, c'était un sujet tabou. Les internes en psychiatrie sont moins touchés par la dépression alors qu'ils soignent des patients avec des histoires difficiles. Mais ils ont des conditions de travail plus adaptées : des espaces de parole, des horaires mieux organisés, des formations au management... Il est urgent de mettre en place des temps d'échange et de développer les services de médecine du travail. Il est impossible de dire actuellement si ce chiffre peut baisser mais j'espère que les choses vont changer !



Une souffrance réelle mais taboue : deux jeunes médecins sur trois anxieux, un sur cinq en dépression

Non-mixité, pas d'quoi s'exciter !

« 27 février : réunion féministe en non-mixité ». Sur la page Facebook de l'événement, entre félicitations pour l'initiative et reproches concernant un « manque d'ouverture d'esprit », tout est matière à des débats houleux et interminables.

Depuis la création de l'événement sur Facebook, les commentaires pleuvent. Entre détracteurs et militantes, le ton monte rapidement. Le débat flirte avec les limites de la politesse et se finit souvent en échange d'insultes à peine voilées. « Au départ, je voulais laisser tout le monde s'exprimer et ne pas modérer les commentaires. » Une résolution que Fleur, l'organisatrice de la réunion, abandonne rapidement. Sur la page Facebook, chaque post vire au débat sans fin. D'une demande de renseignement sur les horaires à des félicitations pour l'initiative : absolument tout est prétexte à

relancer la polémique. « Je ne pensais pas qu'on attirerait autant de commentaires négatifs, certains revenaient à la charge plusieurs fois par jour. »

LE 8 MARS DANS LE VISEUR
Sur les 250 personnes intéressées par l'événement, elles ne sont qu'une trentaine à être au rendez-vous. Ironie de la situation : quand ces militantes organisent des réunions féministes ouvertes à tous, les hommes ne viennent pas. « Mais il suffit qu'on leur interdise l'accès d'une salle ou d'un local pendant deux heures et là, ils auraient tous été partants

pour venir, comme par hasard », ironise une vieille militante en levant les yeux au ciel. « On ne met évidemment pas tout le monde dans le même sac, mais certains comportements récurrents sont fatigans. » À l'ordre du jour de la réunion, l'organisation d'une marche le 8 mars, journée internationale des droits des femmes. Avec une interrogation centrale : la marche doit-elle également se faire en non-mixité ? « Oui », tranche l'assemblée par un

vote à main levée quasi-unanime. SENTIMENT D'INSÉCURITÉ
Pour cet événement, les militantes s'attendent déjà à des représailles. C'est pourquoi elles décident de distribuer des tracts explicatifs de la démarche pendant la manifestation. « Mais il y a toujours des gens qui ne comprennent pas. L'année dernière, on nous lançait de l'eau et des objets depuis les fenêtres sous

lesquelles on passait. » Pour beaucoup, l'absence de mixité ne passe pas. Une certaine tension plane d'ailleurs pendant la réunion. Le responsable du local garde toujours un œil sur la porte. « On n'a pas que des amis en tant que féministes, alors je reste prudente. » Finalement, pas d'incident à déclarer, mais un sentiment d'insécurité qui les pousse à prévoir un service de sécurité pour la marche du 8 mars.

CAMILLE CHRÉTIEU @camillechretien



Métro, boulot, terreau

Jardins partagés, fermes urbaines, potagers collectifs... L'agriculture urbaine dépasse l'effet de mode : au Salon international de l'agriculture, on trouvait un espace réservé à ce mode de production alternatif. Zoom sur l'expérience menée à Bordeaux et ses alentours.

par MÉLANIE VOLLAND [MélanieVolland](#) et TALINE OUNDJIAN [TalineOundjian](#)



Pendant les mois de février et mars, les adhérents de Terres d'Adèle entretiennent la terre à défaut de produire des paniers de légumes. © Mélanie Volland

Le quartier de Mériadeck, au centre de Bordeaux, est connu pour la laideur de son architecture. À deux pas de l'Hôtel de Ville, les immeubles à deux ou trois étages, faits de béton gris sali par le temps, n'offrent aucune perspective de verdure. C'est pourtant dans ce lieu, qui incarne l'urbanisation croissante des années 1960, qu'Aurélië Haure a décidé de redonner place à la nature. Membre de l'association Les Incroyables Comestibles, elle a bataillé sans relâche avant de pouvoir végétaliser les énormes bacs de béton de l'esplanade Mériadeck. Résultat, le potager urbain, inauguré en mai 2017, réunit au moins une fois par saison une dizaine d'adhérents pour entretenir ce lopin de terre. Pour l'hiver, ils ont planté des fèves, du chou kale, de la roquette ou encore du romarin. Passants et habitants du quartier peuvent mettre la main à la pâte et récolter ce qu'ils souhaitent. La neige qui tombe ce jour-là ne fait pas peur à Aurélië, habituée des potagers depuis son enfance : « Il faudra juste surveiller d'un peu plus près si ça nabîme pas les plantes. » Bordeaux Métropole a fourni de la paille pour protéger les plantes du froid, ainsi que du compost issu de bacs publics, seul engrais utilisé par les jardiniers bénévoles. Euphorie collective.

Mais, il y a un bémol. Pour Aurélië, cette implication est une illusion. Le pôle territorial sud de Bordeaux Métropole en charge de ce quartier « n'en a rien à foutre », se plaint-elle. Pourtant, les acteurs publics qui ont lancé le projet étaient

enthousiastes et posaient fièrement pour les photos lors de l'inauguration. « Depuis, on n'entend plus parler d'eux, ils rechignent à nous donner un ou deux panneaux qui nous permettraient d'avoir plus de visibilité... », se désole-t-elle. « Il faut que les démarches pour végétaliser l'espace urbain soient facilitées. Aujourd'hui on n'a pas le droit de planter dans des endroits qui pourtant sont en friche depuis dix ans. »

L'AUTOSUFFISANCE ALIMENTAIRE AU COEUR DE L'ESPOIR

Aurélië n'est pas dupe, elle ne compte pas sur ces petits jardins pour nourrir toute la population. Mais certains projets à venir lui donnent espoir. Le 14 février dernier, la SAS-Bastide Niel a annoncé la création d'une ferme urbaine de 2 000 m² au sein d'un des îlots de la future ZAC (zone d'aménagement concertée) d'ici 2028. En 2019, le quartier des Aubiers se verra doté du même principe, sur 4 800 m². « Peut-être que dans ce cadre, on pourra nourrir tout un quartier ! », s'enthousiasme-t-elle. Au-delà de l'autosuffisance alimentaire, elle insiste sur le rôle de socialisation que ces espaces apportent. Des voisins qui se retrouvent, des retraités qui viennent donner des conseils en jardinage, des enfants qui découvrent comment sont produits les légumes...

À Pessac, le jardin d'Adèle s'est saisi de ces problématiques avant l'heure. L'association Terres d'Adèle y a installé une ferme urbaine, il y a dix ans. Un hectare et demi de terrain, sur lequel se trouvent un verger,

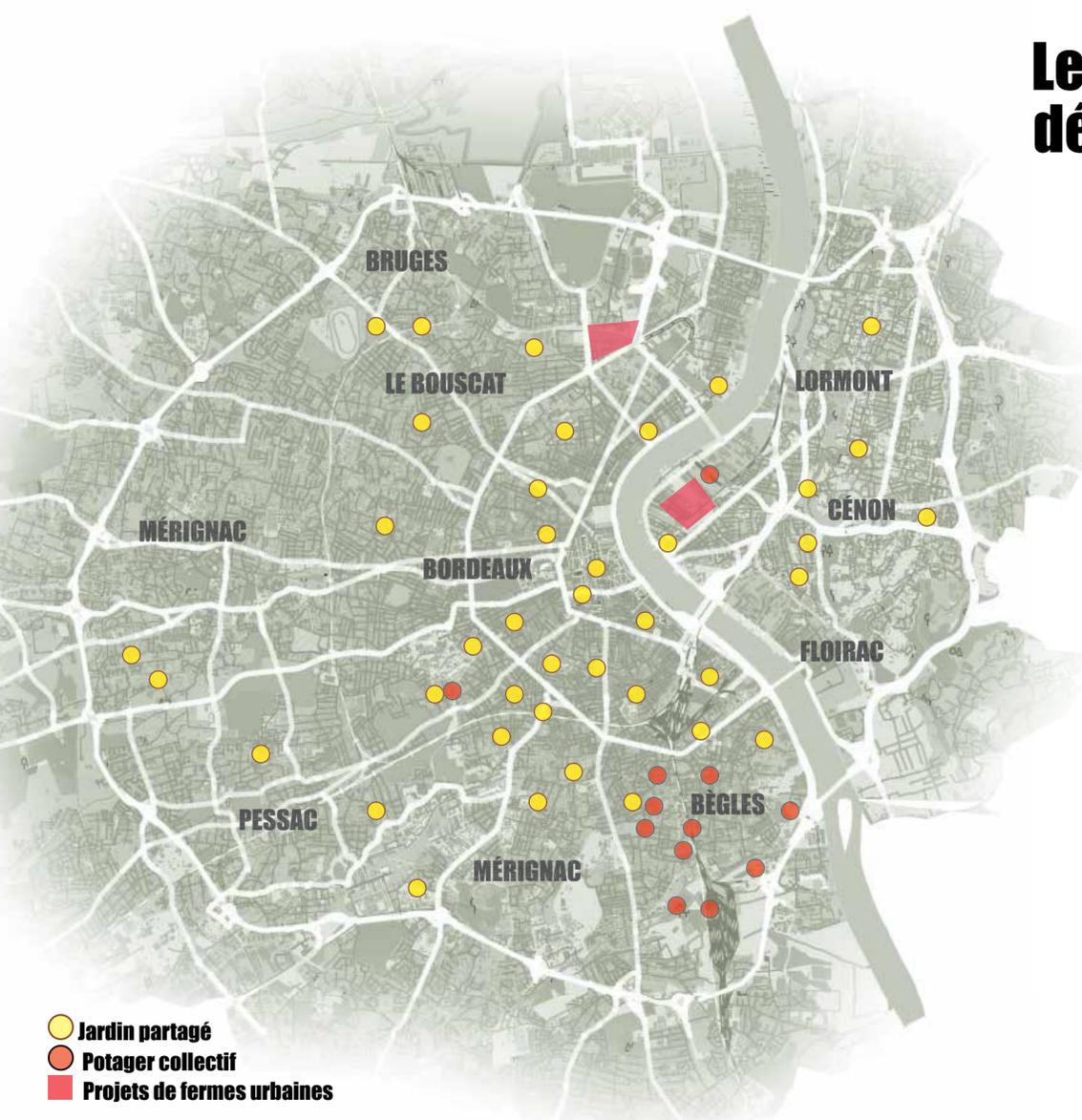
un poulailler, et 3 300 m² de potager. L'association compte quatre cents familles adhérentes, qui viennent ponctuellement donner des coups de main, tout en suivant une formation gratuite en jardinage, sous la supervision de Christopher Lousteau, surnommé « Christo ». Avec une équipe composée de stagiaires et de jeunes effectuant des services civiques, la production arrive à fournir quarante paniers de fruits et légumes frais par semaine. Un système de vente qui relève d'une AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne): « Les familles sont sous contrat avec nous à l'année. En retour, on tâche de leur proposer des fruits et légumes de saison, sans produits chimiques ni traitements. »

La neige ne cesse de tomber. Les blettes et les carottes sont invisibles sous le voile blanc. En attendant, un groupe d'adhérents allume un petit feu, tandis que d'autres commencent à cuisiner panais et carottes récoltés la veille.

LA PERMACULTURE VEND DU RÊVE

L'agriculture urbaine ne peut pas se penser sans la permaculture. Dans toutes ces terres collectives, de Mériadeck au jardin d'Adèle, on utilise cette technique. « La permaculture mélange les graines et les plantes de façon à ce qu'elles s'accordent entre elles, dans un respect du sol. Nous cherchons l'autonomie, et non pas le profit. Mais quand on veut une rentabilité rapide, ce modèle-là n'est pas possible. » Christo rappelle qu'en France, aucune école, aucun diplôme d'État ne forme autour de cette agriculture alternative.

Il se désole qu'il n'y ait pas plus d'agriculteurs convertis à cette pratique. En développant davantage de micro-fermes à l'image d'Adèle, les agriculteurs auraient un rôle à jouer. Plutôt que de n'en avoir qu'un seul sur cinquante hectares, « on peut imaginer trente personnes sur une pluralité de surfaces plus petites, pour manger plus sainement, nourrir plus de monde, tout en créant de l'emploi. » Il est convaincu que l'espace de Bordeaux Métropole peut nourrir toute la population, rien qu'avec l'agriculture urbaine. « La terre est généreuse, elle nous rend dix fois ce que l'on a semé vu qu'on la traite avec soin. Récemment on a eu des betteraves qui pèsent un kilo, sans qu'on les ait forcées chimiquement ! » Citadins, à vos pelles ?



- Jardin partagé
- Potager collectif
- Projets de fermes urbaines

JARDIN PARTAGÉ

Espace géré par des associations ou collectifs d'habitants. L'optique est davantage de créer du lien social que de produire en grande quantité.

POTAGER COLLECTIF

Espace de culture en zone urbaine ou péri-urbaine, accessible à tous, y compris aux passants qui souhaitent jardiner ou récolter.

FERME URBAINE

Espace de plusieurs centaines de m² cultivé en plein champ ou hors-sol, géré par une association. L'objectif est de produire des fruits et légumes en quantité suffisante pour être consommés par les adhérents.

JARDIN FAMILIAL

Parcelle attribuée à un particulier ou une famille par la municipalité.

MICRO-FERME

Lire ci-contre.

Les Aubiers : un espace dédié à l'agriculture urbaine

Une ferme urbaine est en cours d'élaboration à la prairie des Aubiers de Bordeaux. Le projet se situe entre la ferme pédagogique, implantée rue du Petit Miot, et les jardins familiaux le long des allées de Boutaut. Consultés, les habitants participent à la construction de ces 4 800 m² d'espaces verts. Le lieu devrait être cultivé et entretenu collectivement pour faire pousser fruits, légumes et plantes. Pour l'instant, les types de production et le mode de gouvernance du lieu ne sont pas encore définis. Le projet est piloté par l'office public de l'habitat de Bordeaux Métropole, Aquitain. Celui-ci a commandé un rapport au bureau d'étude SaluTerre. En un an, cet organisme est chargé de recueillir les attentes des riverains, de les constituer en collectif et de faire émerger un modèle économique. Le projet doit ainsi leur permettre de mieux manger, mais également de gérer l'espace de

la ferme. La distribution de paniers de fruits et légumes est envisagée à terme. Une première réunion de consultation a eu lieu début février avec une trentaine d'habitants. Une autre est prévue au mois de mars. Les riverains décident au fur et à mesure quels produits cultiver. Les compétences sont partagées, du jardinage au compostage, en passant par la gestion associative. Aucune culture n'est possible en pleine terre à cause de la pollution. Les plantations se feront nécessairement hors-sol. L'agriculture écologique est privilégiée, aucun produit phytosanitaire ne sera utilisé. Pour l'heure, les habitants impliqués peuvent commencer à confectionner les bacs qui accueilleront les futures plantations. La ferme devrait sortir de terre au printemps 2019.



Une idée visuelle du projet de ferme du quartier des Aubiers. © D.R.

L'AVIS DES SCIENTIFIQUES

Damien Toublant est ingénieur agronome au CNRS. Il coordonne un programme de recherches sur les micro-fermes

« Les tentatives d'agricultures urbaines captent beaucoup d'attention et de subventions au détriment du monde agricole déjà existant. Lorsque l'on voit les projets qui vont naître aux Aubiers et à la caserne Niel, on peut se demander si le temps et l'argent investis là-dedans n'aurait pas plutôt pu permettre le développement et l'amélioration de nombreuses fermes péri-urbaines. Ce sont ces ceintures maraîchères, réparties sur l'ensemble du territoire girondin, qui sont en capacité de produire suffisamment pour nourrir la population. Pourquoi alors les mesures pour l'alimentation sont-elles principalement captées par Bordeaux Métropole ? Les politiques menées laissent de côté d'autres collectivités locales et négligent les coopérations possibles entre les territoires. L'intérêt pour ces

nouvelles formes d'agriculture urbaine est disproportionné. Un jardin partagé ne peut pas faire vivre plusieurs familles. La solution réside plutôt dans les micro-fermes. Ce sont des petites activités agricoles professionnelles diversifiées qui tendent vers l'autonomie, s'inscrivent dans le territoire, œuvrent pour des agro-systèmes durables. Elles permettent de réaliser un projet de vie : pouvoir gagner sa vie et recréer du lien avec la terre. Ceux qui se lancent dans cette aventure sont souvent des novices, qui démarrent avec une formation courte. Les micro-fermes nourrissent environ quarante familles. Ce n'est pas l'unique solution, mais elle est beaucoup plus valable que l'agriculture urbaine de centre-ville. »

Véronique Saint-Ges est chercheuse en économie à l'INRA. Elle étudie les modèles économiques des formes d'agriculture urbaine.

« Il est impossible de penser l'agriculture urbaine comme capable d'apporter l'autosuffisance alimentaire à la population. Pour nourrir une famille d'environ quatre personnes, on a besoin d'un espace agricole qui mesure entre 200 et 300 m². Comment Bordeaux Métropole pourrait-elle proposer autant de surfaces cultivables pour près de 800 000 habitants ?

Il y a pourtant une demande de la part des citadins. Ils voient dans l'agriculture urbaine une réponse à de nombreuses problématiques. Ils recherchent un retour à la nature, et notamment un travail collaboratif et respectueux de l'environnement. Si l'agriculture urbaine n'apporte pas l'autosuffisance alimentaire, elle recrée du lien social. Les jardins partagés réunissent la vie de quartier. Ils sensibilisent aussi la population

aux questions sanitaires et alimentaires : comment mieux se nourrir ? comment sont produits les fruits et légumes ? Cet apprentissage du jardinage peut aussi éveiller des passions, redonner goût à ce genre de travail. La solution consiste donc plutôt en un retour à une consommation de produits saisonniers et locaux. Soit ce que produisent les maraîchers en zones périurbaines.

Si les agriculteurs ne sont pas présents en ville, il y a une raison : le prix du foncier est exorbitant. Un producteur qui gagne le SMIC en travaillant ses quatre hectares, soixante-dix heures par semaine, ne trouvera pas d'ouvertures possibles en ville. D'ailleurs, la municipalité ne peut pas investir tout type de terrain pour le transformer en jardin. Cela risquerait de perturber l'écosystème présent. »

La curieuse disparition des céréales bio pour bébé

La rupture de stock des produits Babybio est passée sous les radars. La marque de la société Vitagermine est pourtant le leader de l'alimentation infantile bio. Pas de contamination a priori pour la société bordelaise, mais un problème lié au fournisseur. Explications.

Rupture de stock ? Arrêt de production décidé par la marque ? Plusieurs clients se le demandent. Les céréales infantiles de la marque Babybio sont introuvables en magasins. Leurs produits sont également indisponibles en ligne. La gamme compte quatre produits, consommables à partir de 6 mois : vanille, cacao, trois céréales et trois fruits. Tous sont composés de farine de riz. Ce sont les seules références manquantes au catalogue.

Naïves utilise Babybio depuis que son enfant ne fait plus ses nuits. Cela fait plus d'un mois que la jeune femme n'arrive pas à mettre la main sur les pots de céréales, en magasin comme en ligne. Naïves s'est renseignée sur l'état des livraisons par mail, sur le site de Vitagermine. Le service consommateur lui répond dès le lendemain : « Nous rencontrons actuellement des difficultés d'approvisionnement en farine de riz bio, adaptée à l'alimentation infantile. » Quant aux délais de réapprovisionnement, l'entreprise préfère



Exceptées les céréales infantiles, les autres produits de la marque sont disponibles en magasin. © Mélanie Volland

rester prudente et tabler sur un retour « courant mars-avril ».

PAS DE PÉNURIE

Babybio est-il le seul concerné ? A priori oui. Aucune pénurie de farine de riz bio à l'horizon du côté de la concurrence. On en trouve aisément dans le commerce. Les rayons des enseignes spécialisées sont remplis de sachets de farine brute, fabriquée en Poitou-Charentes ou

dans l'Union européenne. Idem pour les préparations pour bébé. Les marques Prémibio, Holle, Joseph Favrichon ou encore Bébé Mandorle proposent toutes des bouillies et pots de céréales infantiles avec de la farine de riz issue de l'agriculture biologique. Même si l'on trouve des purées, et autres recettes Babybio, aucune trace des préparations céréalières. « Cela fait un moment qu'on n'en a

plus », confirme une employée de Bio c' Bon, cours Victor-Hugo à Bordeaux. En poste depuis quatre mois, elle n'a jamais vu de céréales infantiles Babybio en rayon. Des clients sont venus plusieurs fois demander pourquoi le produit n'était plus disponible. Les pots de céréales ne sont tout simplement plus intégrés au renouvellement du stock, préparé avec le fournisseur. Le magasin n'a pas su apporter plus de précisions.

Chez BioCoop, cours Pasteur, on précise que le produit a été « déréféré » et « ne fait plus partie du catalogue ». L'enseigne a préféré travailler avec la marque Prémibio, moins « axée commerciale » que Vitagermine, et plus « transparente » sur son circuit d'approvisionnement.

FARINE NON CONFORME

Contactée, l'entreprise basée à Canéjan ne souhaite pas communiquer davantage. Impossible de savoir si la farine de riz provient de l'agriculture française ou

européenne. Elle ne répond en tout cas plus aux « exigences de la marque », qui doit respecter à la fois la certification « Agriculture biologique » et la réglementation liée à l'alimentation infantile.

Vitagermine précise que les produits seront de nouveau disponibles « dans les prochaines semaines ». Le magasin bio en ligne Greenweez indique qu'il sera réapprovisionné sous cinq jours à compter du 1^{er} mars. Mais, curieusement, le site précise qu'une seule référence de la gamme sera à nouveau commercialisée : les pots trois céréales nature. Il s'agit de la recette qui ne contient que 8,9 % de farine de riz. Les trois autres en sont composées à 88,9 %. Comment se fait-il que cette référence, qui contient presque 10 % de la denrée problématique, se retrouve quand même commercialisée ? Aucune réponse à ce jour. Aucune date de retour précise pour les trois autres produits non plus.

MÉLANIE VOLLAND
@MelanieVolland

Les logeurs Airbnb au pied du mur

La mairie de Bordeaux prend des mesures contre les activités d'AirBnB dans la ville et laisse le choix aux propriétaires : assumer leur statut d'hôtelier ou ralentir la cadence des locations.

principale, de louer ces biens immobiliers plus de quatre mois par an, sans les avoir préalablement déclarés comme logements de tourisme.

Les propriétaires qui souhaitent louer leur bien à l'année devront en faire construire un autre de taille égale dans le même quartier. L'idée est de forcer les éventuels « professionnels de la location sur AirBnB » à assumer leur statut, comme l'expliquait le maire de Bordeaux Alain Juppé en novembre.

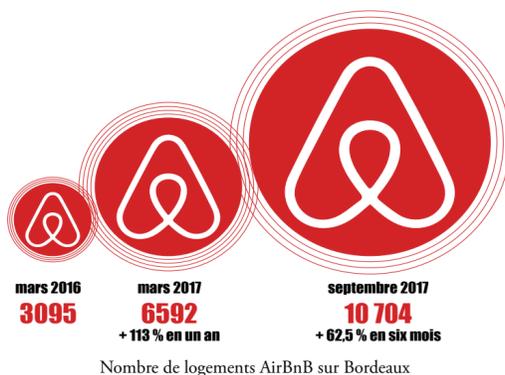
UN FAUX PROBLÈME ?

Une perspective qui semble ne pas déranger outre mesure les professionnels en question. Patrick* est

l'un d'entre eux. Il l'assume : ses trois locations AirBnB lui rapportent son pain quotidien. Il comprend néanmoins l'agacement de la mairie : « En 2017, il y avait 8 000 annonces à Bordeaux, mais seulement 800 déclarées en mairie. » Déjà enregistré à l'Hôtel de ville, il ne voit pas le site comme une menace immobilière : « Le problème vient plus de la pression immobilière, qui a toujours été là. Si la crise du logement avait vraiment été anticipée, la mairie n'aurait pas pu faire porter le chapeau à AirBnB. »

Céline a poussé la professionnalisation plus loin : ses trois annonces sont désormais gérées par sa SARL (société à responsabilité limitée). Le décret, elle l'a vu venir, et s'est enregistrée dans les mois qui ont suivi son vote. Elle nuance : « C'est vrai que ça pose problème pour réinvestir, puisqu'on ne peut plus acheter autre chose qu'un logement de tourisme. »

VERS UNE OFFRE PREMIUM AirBnB a réorienté sa stratégie commerciale, en ajoutant des hôtels à son catalogue. La plateforme de location lance également une



gamme « Plus » d'appartements qui correspondent à des critères de luxe bien définis.

Certains logeurs plus modestes peuvent y voir une sorte de trahison, et ils ne sont pas les seuls. Céline y voit également une contradiction avec l'idée originelle du site, mais ne s'en inquiète pas : « Je suis surtout sur Booking.com (ndlr : site de réservation d'hôtels sur internet), donc déjà en concurrence avec des hôtels. De toute façon, le problème c'est surtout que

l'immobilier est vraiment devenu trop cher, c'est pour ça que les locations à l'année sont remplacées par les locations de tourisme. » Finalement, l'entrée en vigueur de ce décret, ajoutée à la montée en gamme de l'offre AirBnB, pourrait bien réussir à faire le tri entre les logeurs au noir et les fameux « professionnels de la location ».

THÉOTIME ROUX
@TheotimeRX



Comme d'autres villes d'Europe, Bordeaux voit son marché immobilier perturbé depuis plusieurs années par l'émergence d'AirBnB. Pour contrer une bulle spéculative supposée, la mairie a adopté en juillet 2017 un décret entré en vigueur le 1^{er} mars dernier.

Il interdit aux propriétaires de logements déclarés comme résidence

Théâtre au tribunal

Personnes sans ressources, problèmes d'alcool, amnésies supposées... En comparution immédiate, les juges du tribunal correctionnel de Bordeaux doivent souvent statuer sur des cas délicats. Face à eux, les prévenus s'enferment dans des justifications hasardeuses et peu crédibles. Des procès qui prennent parfois des allures de tragicomédies.

« Il m'a dit que je ressemblais à un rappeur marseillais »

Il m'a demandé mon numéro parce que je dansais bien. Il m'a dit que je ressemblais à un rappeur marseillais et il a voulu qu'on se revienne. J'étais en train de composer mon numéro, c'est là que les policiers m'ont interpellé... La ressemblance physique avec le rappeur YL n'est pas exagérée. Mais si Mohamed L. pensait convaincre la présidente du tribunal correctionnel de Bordeaux, Françoise Gambachidzé, c'est raté.

DES SUSPECTS AU PARCOURS SINUEUX

A ses côtés, la compagne italienne du prévenu, Sylvia Z., se lance dans des justifications tout aussi osées. La victime aurait glissé son téléphone dans son sac « par jalousie », affirme-t-elle, devant les ricaneurs à peine dissimulés d'Anne Kayanakis, la procureure, et les visages circonspects de la présidente et de ses assesseurs. Personne, dans la salle, ne croit aux justifications fallacieuses du couple délinquant sur le déroulé de cette soirée du 25 février.

Appréhendés devant un établissement nocturne bordelais en possession des téléphones de deux victimes, qui n'avaient rien remarqué, Sylvia et Mohamed plaident le simple concours de

circonstances. Face à eux, les magistrats ne sont visiblement pas du même avis. Logique, au vu du parcours sinueux des prévenus. Mohamed L., né au Maroc il y a 38 ans, et Sylvia Z., de deux ans sa cadette, se sont rencontrés sur internet il y a trois ans. Ils débute alors, selon le tribunal, une « relation épistolaire » à distance. Elle, secrétaire pour une compagnie d'assurance transalpine, rejoint

son compagnon en France le 14 février. Elle est interpellée deux jours plus tard pour vol, une procédure abandonnée pour cause « d'irrégularité ». Lui, fait l'objet d'une mesure d'interdiction du territoire national à la suite d'une récente condamnation, également pour vol, en état de récidive légale. Fous amoureux, ils prévoient même de se marier le 15 mars en Italie. Loin, bien loin des tourments judiciaires

et de la septième chambre du tribunal correctionnel de Bordeaux. « - Vous êtes au courant de cette interdiction ?, l'interroge naïvement la présidente.

- Oui, il me faut 100 euros pour partir, mais je ne les ai pas. J'attends 300 euros de ma mère... tente de justifier le prévenu.

- Vous déclarez aussi consommer des stupéfiants tous les jours...
- Oui, mais des fois je travaille !

UN COUPLE UNI DANS LE DÉLIT

« Il n'y a pas une once de délinquance chez elle », rétorque maître Sylvain Bouchon, tout en rappelant que sa cliente est titulaire d'un casier judiciaire vierge. « Mon client est en passe de quitter le territoire, la prison retarderait considérablement son départ », renchérit maître Léa Sfez, conseil de Mohamed L.

Des arguments que le tribunal balaye d'un revers de main. Sylvia et Mohamed seront tous deux déclarés coupables de vol en réunion à l'issue du délibéré. Elle sera condamnée à six mois de prison avec sursis, lui à huit mois ferme assorti d'un mandat de dépôt. Dans sa cellule, Mohamed pourra ainsi reprendre cette fameuse relation épistolaire avec sa compagne. Le départ de France, à l'image du mariage, ce ne sera pas pour tout de suite.

LOHAN BENAATI
@lolo_bnt



Des dizaines de prévenus comparaitissent chaque jour dans les « oeufs », les chambres du TGI de Bordeaux. © Mathilde Musset

Le benêt rouge

Trois hommes s'infiltrèrent de nuit dans un appartement et menacent de mort la victime. Ils seront interpellés quelques minutes plus tard à proximité, avec des objets de valeurs... et un bonnet.

Dans le box, Mohamed T., 36 ans, se recroqueville dans sa veste en maille de couleur bleue. Son compatriote algérien, jugé pour la même affaire, se nomme Seyfeddine B. Athlétique, les cheveux courts coiffés sur le côté, tête baissée, mais le regard plein de défi, il est affublé d'une veste rouge vif. Coïncidence, l'habit est de la même couleur que le bonnet qu'il portait le soir de son interpellation. Or, ce bonnet n'était pas le sien.

UN CAMBRIOLAGE QUI AURAIT PU MAL TOURNER

La veille, Mohamed et Seyfeddine se sont introduits, avec un troisième individu, mineur, dans un appartement situé cours de la Marne, à Bordeaux. Le pauvre locataire était endormi et dans le plus simple appareil alors qu'ils enfouaient sa porte. « On n'a qu'à le tuer tout de suite », aurait proposé un des trois loubards. Ne trouvant pas d'argent, les trois voleurs pillent l'appartement :

matériel informatique, sacs, vêtements, bijoux, épée décorative, etc... Plusieurs allées et venues leur sont nécessaires. Sous la menace, le locataire les regarde faire, impuissant. Ils vont planquer leur magot sous la voiture la plus proche. Un bonnet rouge traîne dans l'appartement, Seyfeddine le met sur sa tête et quitte les lieux avec les deux autres. Ils seront interpellés quelques heures plus tard, la victime reconnaissant son couvre-chef coloré.

DES EXPLICATIONS PEU CONVAINCANTES

Ce n'est pourtant pas le rouge qui leur monte aux joues lorsqu'ils doivent expliquer pourquoi ils étaient en possession des objets volés. Mohamed tente de mettre en avant une soirée bien arrosée, qui lui aurait fait perdre ses esprits. Son interprète traduit : « J'ai franchi le seuil de la maison d'un pas. Je suis resté cinquante secondes. Ils m'ont donné les sacoches, je suis sorti avec. » Les assesseurs ne se laissent pas duper par ce récit

coucou de fil blanc. Seyfeddine, lui, nie toujours : « Je ne me souviens plus. »

La présidente de la séance, Françoise Gambachidzé, insiste sur sa tenue vestimentaire.

« - Pourquoi portiez-vous le bonnet rouge sur vous ?

- Je sais pas madame, quand on m'a arrêté, j'étais en train de fumer une cigarette... »

- Pourquoi aviez-vous un médaillon appartenant à la victime dans votre poche ?

Seyfeddine réfléchit puis reprend : « Si j'avais su que le médaillon lui appartenait, je ne l'aurais pas laissé dans ma poche. »

Éloquence du locataire de la présidente, Anne Kayanakis, prend soin de noter. Autre zone d'ombre de l'affaire, les deux prévenus ne peuvent pas prouver leur identité, et doivent montrer patte blanche. « Pas de traces... soupire la présidente, exaspérée. Ces messieurs n'ont pas toujours donné la même date de naissance. Le premier est tombé sur un papier d'identité d'un certain M. T., alors maintenant, il la retient,

celle-là... » Des fiches de paie prouveraient qu'il vit en région parisienne. Alors pourquoi Bordeaux ?

DES IDENTITÉS QUI RESTENT À PROUVER

« Pour travailler... pour les vendanges. » Hilarité générale, alors que le froid se ressent jusque dans les travées de la septième chambre. La procureure voit rouge et enfonce le clou : « Oui, il a pris goût au vin ! » Seyfeddine, lui, est en France pour « soigner ses douleurs aux jambes ». Des déclarations que la présidente, peu convaincue, rejette d'une moue de dépit.

La décision tombe, lapidaire : les deux prévenus écoperont chacun de huit mois de prison ferme avec maintien en détention, une peine conforme aux réquisitions du parquet. Le volet pénal de cette affaire est refermé, dans l'attente du jugement au civil. Verdict à venir pour ces « bleus », qui espèrent ne pas finir dans le rouge.

MATHILDE MUSSET
@musset01

« Poutine est le produit d'une frustration »

Dernier porte-parole de Gorbatchev et fin observateur de l'actualité nationale et internationale de la Russie, Andreï Gratchev livre son analyse dans son dernier ouvrage *Un nouvel avant-guerre ? Rencontre.*

Qu'attendez-vous des élections présidentielle du 18 mars ?

Les différents courants d'opposition n'ont pas beaucoup d'espoir de présenter un vrai danger pour la réélection de Poutine. Mais leur présence reste significative et on y trouve de tout : communistes, nationalistes, libéraux...

J'attends plus l'après-élection car, d'après la constitution, Poutine ne pourra pas se représenter au terme de son prochain mandat. Choisira-t-il, comme semblent le faire les dirigeants chinois, de changer la constitution pour permettre au dirigeant de se perpétuer à la tête de l'État ? Ou alors, une formule plus soft et plus constitutionnelle pourrait être mise en préparation dès le lendemain de l'élection de Poutine, pour préparer la relève de la nouvelle génération politique en Russie.

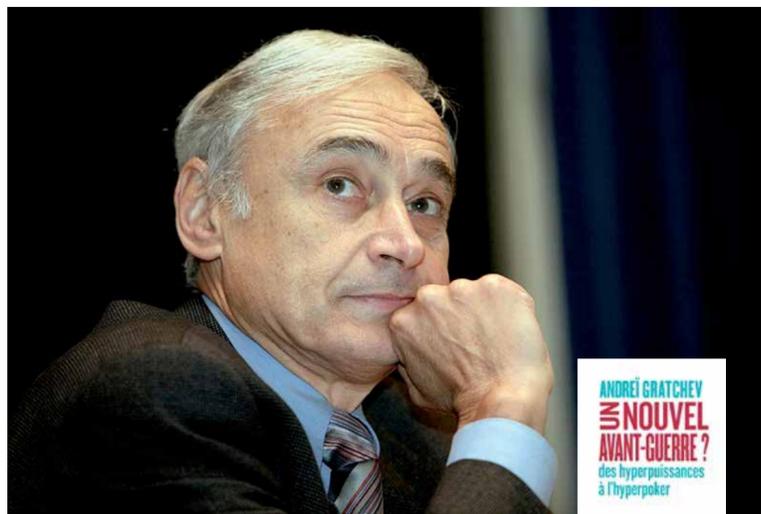
Il y a dans votre livre une grande absente, l'opposition...

Si on veut parler de l'opposition russe, il faut la mettre au pluriel. Derrière la figure de Poutine pululent des courants encore plus

agressifs, nationalistes, anti-occidentaux, souvent liés aux fondamentalistes de l'Église orthodoxe. Ils alimentent l'esprit de revanche de la Russie et prônent le rétablissement de son statut sur la scène internationale.

En ce qui concerne l'opposition libérale et pro-occidentale, elle est assez largement marginalisée et isolée dans l'opinion publique, à cause de la déception causée par 30 ans de tentatives d'adopter le modèle occidental. Ces tentatives infructueuses ont pris la forme d'une économie de marché sans rivages et sans limites, sans responsabilité sociale, et donc dévastatrice. Côté politique, les institutions à l'occidentale dans leur version russe ont failli. C'est pour tout cela que l'opposition libérale ne dépasse pas 2 ou 3% dans les sondages.

Alexeï Navalny est un personnage à part. Il cherchait à réunir les deux camps d'opposition, libérale comme nationaliste, autour d'un élément fédérateur : la corruption. Il a ainsi mis le doigt dans la vraie plaie du régime actuel. C'est pour cette raison qu'il a été « sélectionné » par le régime actuel comme un ennemi concurrent, le plus redoutable.



Le politologue russe Andreï Gratchev a vécu de l'intérieur les derniers instants de l'URSS ©AlmaÉditions

Dans ce tumulte, Vladimir Poutine ne paraît pas prêt à bouger du siège présidentiel. Quels sont les piliers de son pouvoir ?

Ce serait injuste de dire qu'il ne bouge pas. Il croyait à la possibilité d'arrimer sa Russie post-soviétique à l'Europe. C'est le dirigeant d'un pays déçu. Déçu non seulement par son expérience soviétique mais aussi par l'expérience de ses relations avec l'Occident. À la fin de la guerre froide, la Russie espérait être accueillie dans cette grande famille européenne que Gorbatchev qualifiait de possible « maison commune ». Mais après une trentaine d'années, la rivalité, la compétition et la tension entre l'Occident et la Russie sont de

retour. Poutine est le produit de la frustration qui traverse toute la société russe, ce qui explique sa popularité. Une société encore à la recherche de nouveaux modèles : entre son passé et son avenir incertain, entre l'Europe et l'Asie. La Russie hésite encore entre ces différentes voies, ce qui explique une frustration peu à peu devenue un état de malaise national.

Dans votre titre, vous évoquez un nouvel avant-guerre... Une guerre froide, ou mondiale ?

Je commence à me demander si j'ai bien fait d'ajouter un point d'interrogation à mon titre. On a de plus en plus de raisons de croire

Un nouvel avant-guerre ?
par Andreï Gratchev
Alma Éditions
312 pages
19,90€

qu'on est déjà entré en guerre, une guerre larvée qui ne dit pas son nom, « fragmentée », comme le dit le pape François. Elle se décline selon des conflits de différente intensité, qui rend la situation actuelle instable et imprévisible.

Recueilli par THÉO MERCADIER
@mercadiertheo



Le cofondateur Jules Lavie et Jean Berthelot, journaliste associé. ©PB

De l'apolitisme sur 84 pages, pour 4,50 euros. Des faits et rien que des faits. Voilà la recette de *Vraiment*. Et pour financer le tout ? Les fonds propres des cofondateurs, quelques investisseurs, les donations des mille « abonnés fondateurs » et une levée de fonds. Une levée pas encore bouclée : « On a récolté 1,2 millions d'euros sur les 2 millions nécessaires », reconnaît Jules Lavie, cofondateur et directeur de la rédaction.

Et puis il y aura de la pub, mais peu. « Seulement neuf pages, soit 20 % du chiffre d'affaires. » Une idée intéressante selon l'économiste des médias Benjamin Sabbah : « On assiste à un boom de la "pubophobie" parmi les

lecteurs, sur laquelle les nouveaux journaux jouent beaucoup. Sélectionner les annonceurs et limiter la place des contenus publicitaires les rend plus originaux et moins tape-à-l'œil. »

« METTRE L'ACCENT SUR LES FAITS »

Seulement huit journalistes titulaires, c'est peu pour 84 pages. Le recours à une trentaine d'indépendants, payés à l'article, est donc indispensable. D'autant plus que la pérennité du projet n'est pas actée. « On espère toucher 40 000 lecteurs, ce qui nous permettrait d'atteindre l'équilibre », poursuit Jules Lavie. « Pour le numéro zéro, plusieurs marchands de journaux parisiens étaient en rupture de stock. Nous sommes confiants »,

assure Isabelle Dedieu, community manager de *Vraiment*. On suppose que le projet est bien ficelé.

Jules Lavie, transfuge de France Info, s'est associé pour cette aventure à deux économistes, Julien Mendez et Julie Morel. Tous deux étaient conseillers au ministère de l'Économie, époque Emmanuel Macron puis Michel Sapin. Un journal macroniste pour autant ? Jules Lavie s'en défend. « *Vraiment* est apolitique. On veut mettre l'accent sur les faits et le reportage. Il y a déjà beaucoup d'opinions exprimées dans les journaux de référence et à la télévision. » Une formule qui pourrait séduire selon Benjamin Sabbah : « Les lecteurs en ont marre des

journaux marqués politiquement. »

« De toute façon, *Vraiment* sera jugé sur le contenu et scruté par ceux qui l'achèteront, comme chaque nouveau journal qui paraît. On prête à la rédaction une connivence avec *En Marche*, aux journalistes de prouver leur indépendance. » Si *Vraiment* part à la chasse aux lecteurs, il y a peut-être une raison sous-jacente. L'hebdomadaire aurait bien pu s'appeler *Lapin*. C'était, effectivement, son premier - et étrange - nom de code. « Mais l'équipe n'a pas approuvé mon idée », sourit Jules Lavie. Une équipe qui espère ne pas louper sa cible, les trenténaires, à qui *Vraiment* entend redonner l'amour du papier.

Vraiment gagnant ?

C'est un nouveau venu dans la famille des hebdomadaires. *Vraiment* sortira en kiosque le 21 mars, et s'inscrit dans la vague des nouveaux titres comme *Ebdo*. Avec les risques économiques que cela comporte. Un grand saut dans l'inconnu.

PIERRE BILLAUD @pierribi et VICTOR LENGRONNE @victorlengronne

The Disaster Artist Et le mauvais devint sublime

Sorti en 2003, le film *The Room* reste aujourd'hui encore un paradoxe qui conjugue succès en salles et critique unanimement négative. *The Disaster Artist* en raconte les secrets.

Adapté du livre éponyme, le film retrace l'histoire de Greg Sestero, jeune apprenti acteur rêvant d'Hollywood, qui fait la connaissance de Tommy Wiseau, personnage complètement farfelu qui partage les mêmes rêves de gloire. Les deux amis emménagent à Los Angeles et, face à un milieu du showbiz résolu à ne pas leur ouvrir ses

portes, décident de monter leur propre film. Le tournage sera marqué par les excentricités de Wiseau, tant bien que mal tempérées par Sestero. Il va mener à *The Room*, long-métrage accumulant tant d'erreurs techniques et scénaristiques qu'il héritera du titre de « Citizen Kane des mauvais films ».

Loin de se moquer de ces amateurs, le film crée une réelle empathie pour les personnages, surtout

celui de Tommy Wiseau. Sa sincère envie de réaliser un film à la hauteur de son idole, James Dean, et son rêve de devenir un nouvel Hitchcock transparaissent à l'écran. Ce qui ferait presque oublier son incapacité à sesouvenir de ses répliques ou sa mégalomanie chronique.

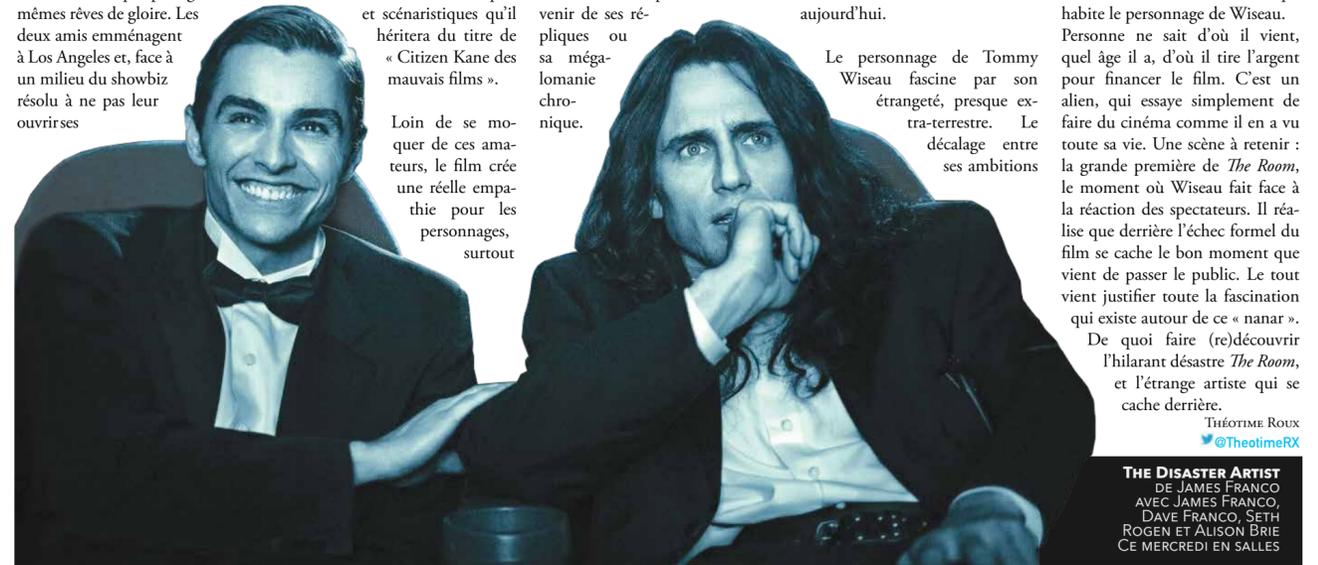
Tout comme Wiseau a conçu *The Room* en écho à sa propre vie, on sent que certains points de *The Disaster Artist* rappellent à James Franco sa propre vie d'acteur et de réalisateur, lui qui a aussi galéré avant d'arriver là où il est aujourd'hui.

Le personnage de Tommy Wiseau fascine par son étrangeté, presque extra-terrestre. Le décalage entre ses ambitions

shakespeariennes et le résultat ridicule se fait notamment sentir par le choix de la bande-son délibérément ringarde en 2018. La réalisation caméra à l'épaule rend compte du chaos du tournage de *The Room*, mais aussi du chaos qui habite le personnage de Wiseau. Personne ne sait d'où il vient, quel âge il a, d'où il tire l'argent pour financer le film. C'est un alien, qui essaye simplement de faire du cinéma comme il en a vu toute sa vie. Une scène à retenir : la grande première de *The Room*, le moment où Wiseau fait face à la réaction des spectateurs. Il réalise que derrière l'échec formel du film se cache le bon moment que vient de passer le public. Le tout vient justifier toute la fascination qui existe autour de ce « nanar ». De quoi faire (re)découvrir l'hilarant désastre *The Room*, et l'étrange artiste qui se cache derrière.

THÉOTIME ROUX
@TheotimeRX

THE DISASTER ARTIST
DE JAMES FRANCO
AVEC JAMES FRANCO,
DAVE FRANCO, SETH
ROGEN ET ALISON BRIE
CE MERCREDI EN SALLES



CULTURE BOX

LITTLE DARK AGE
MGMT

Sony Music / Columbia

Le seul groupe à avoir soutiré 30 000 euros à l'UMP est de retour. C'était en 2009, et pour rappel, le parti avait dû cracher au bassin pour avoir diffusé sans autorisation le titre « Kids » lors de ses meetings. Neuf ans après, MGMT n'est plus vraiment la vache à lait que Columbia croyait avoir signée. La faute à un disque expérimental et peu fréquentable pondu en 2013. Un suicide commercial qui n'a pas fait rire grand monde dans les bureaux de la major. Là-dessus, le duo new-yorkais a disparu des radars avant de revenir aujourd'hui avec *Little Dark Age*.

Comme n'importe quel groupe en panne sèche, les deux gonzes ont eu le réflexe de regarder dans le rétroviseur, direction les années 80 et la synth pop. Sauf que MGMT n'est pas n'importe quel groupe... La production synthétique a permis de ramener à la surface l'évidence mélodique portée disparue depuis 2010. Résultat : cette quatrième livraison du duo aligne les petites ogives pop. Visez le groove imparable de la chanson-titre ou la mélodie à tiroirs de « When You Die ». Un vrai retour à la maison.

JÉRÉMY PELLET
@pljeremy

LE VRAI SEXE DE LA VRAIE VIE

La BD « Le vrai sexe de la vraie vie » se donne pour mission de déconstruire les clichés sur le sexe présents partout dans nos vies. L'auteure, Cy, avait fait le pari d'un érotisme moderne, éducatif et intelligent il y a un an avec un premier tome. Elle transforme l'essai avec ce deuxième tome paru début février. Au programme : toujours des histoires de cul. Mais du cul inclusif : hétéro, gay, lesbien, avec un handicap, pendant les règles, en solitaire, à deux ou à trois... Toujours avec le trait léger qui fait sa marque de fabrique et qui capture parfaitement le quotidien.



Une histoire qui a commencé sur le site Madmoizelle.com où Cy dessinait les (més) aventures sexuelles des lectrices. Elle vole désormais de ses propres ailes avec ce projet en deux tomes. De petits bijoux faits de bienveillance et de douceur, mais aussi, il faut le dire, de moments gênants. Une vraie réussite à mettre entre toutes les mains (averties). Cy, *Le vrai sexe de la vraie vie*, éditions Lapin, 18 euros.

CAMILLE CHRÉTEN
@CamilleChret

KINGDOM COME : DELIVERANCE

Oyez, oyez ! La surprise de ce début 2018 débarque tel un destrier dans un magasin de poteries et plante sa bannière dans les consoles et PC. C'est parti pour un périple en pleine Bohème du 15^e siècle, celle des chevaliers qui s'entretenant, des brigands qui égorgent et des paysans qui tentent de survivre au milieu de tout ça. C'est splendide, violent et nostalgique à la fois. Vous commencez le jeu en bas de l'échelle guerrière et vous faites rosier par le premier ivrogne venu. Puis l'épais brouillard des mécanismes de combat se dégage peu à peu et, au bout de quelques (dizaines ?) d'heures de jeu, l'épée fend l'air et les crânes. « La route est droite mais la pente est forte », comme dirait l'autre, et c'est assez joyeux.



Un souci du détail qui se ressent dans le moindre pixel du jeu, des villages paysans aux forêts remplies de bandits en passant par les halls de la noblesse bavaroise dans lesquels il faudra intriguer pour survivre : le Moyen-Âge comme si vous y étiez. PS4, Xbox et PC, 40-50€

THÉO MERCADIER
@mercadiertheo

Sous les pavés, la plume

C'était il y a 50 ans... Le tout premier numéro d'Imprimatur paraissait. Né en février 68, le journal allait vite être biberonné aux soubresauts révolutionnaires du printemps. Retour sur une jeunesse mouvementée.

Notre dilemme, à nous rédacteurs de l'Imprimatur, est précisément de savoir qui, de l'étudiant ou du journaliste que nous sommes, doit finalement l'emporter. C'est par ces mots que l'éditorial du supplément Mai 68 du journal pose le problème de la double casquette de l'étudiant en journalisme. Monter au créneau ou rapporter l'info ? Sur les bancs du tout jeune IUT fondé un an plus tôt par le journaliste Robert Escarpit, la question fait débat. Quelques lignes plus loin, la réponse tombe : « C'est comme témoins et comme acteurs » que les étudiants de la deuxième promotion font finalement le choix de s'exprimer sur les événements bordelais. Une position pas si facile à tenir.

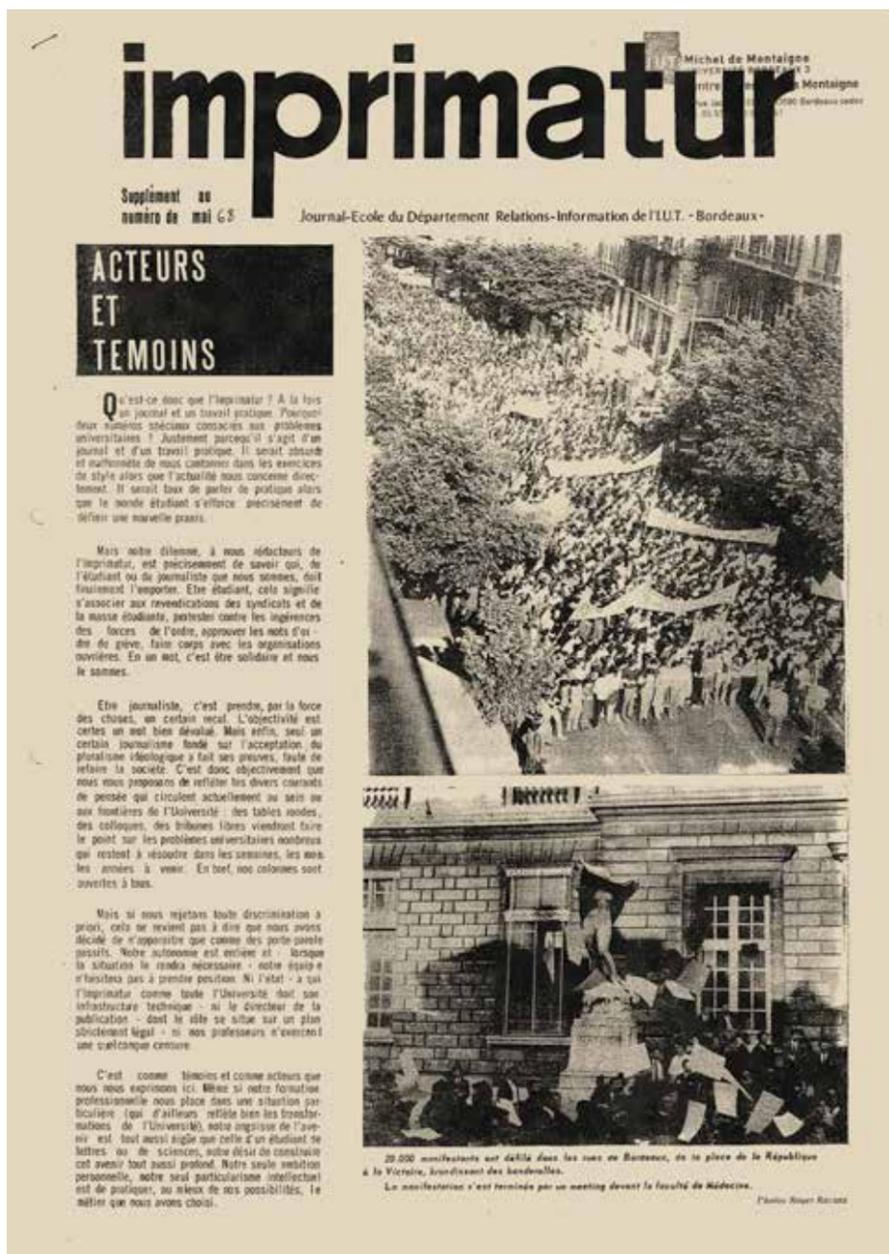
Car au printemps 68, la gronde ne se limite pas aux échos lointains de la capitale. Elle gagne aussi les rues de Bordeaux. Place Gambetta et entre les murs du Grand Théâtre d'abord, où les débats se succèdent, le lieu faisant l'objet d'une occupation pacifique. Puis cours Pasteur, où dans la nuit du 25 mai, les abords de l'ancienne Fac de lettres (l'actuel musée d'Aquitaine) sont le théâtre de violents affrontements entre CRS et manifestants. Les pavés pleuvent depuis les fenêtres de la Fac et, non loin de là, depuis le dernier étage du parking Victor-Hugo. C'est la nuit des barricades. Bilan : une centaine de blessés légers.

IMPRIMATUR SUR LES BARRICADES

Dans les cortèges, les syndicats ouvriers gonflent les rangs des étudiants dans ce qui ressemble beaucoup à une cohabitation au forceps : « Les représentants syndicaux nous considéraient comme des fils de bourgeois, se souvient Christiane Donati, alors étudiante en première année à l'IUT de journalisme. Il y avait pas mal de heurts avec le service d'ordre de la CGT. J'ai souvenir de m'être jetée sur un gros bras un peu trop agressif qui, vu ma carrure, n'a même pas jugé utile de riposter... » Avec Gérard Cazalis, membre de la même promo,

Christiane compte parmi les étudiants journalistes les plus impliqués. À l'heure où d'autres élèvent des barricades, eux se chargent de monter un journal. Pendant quelque temps, ils sont plusieurs à profiter des commodités de l'IUT – en nocturne – pour sortir « très modestement » un autre journal plus politisé : *La Lutte du peuple*. « On doublait Imprimatur par la gauche, sourit Gérard. Mais c'était assez anecdotique pour l'époque et ça n'a pas duré. Le journal partait un peu trop dans tous les sens. »

À 18 ans, Gérard Cazalis débarque de sa campagne, « prêt à affronter le monde ». À Bordeaux, trois épisodes vont façonner l'engagement de celui qui se considère comme « un acteur timide, mais un observateur passionné ». Un voyage outre-Rhin pour commencer, où il mesure l'archaïsme du système



Une ligne éditoriale militante, mais pas trop... © IJBA

universitaire allemand et ressent « le bouillonnement qui couve parmi la jeunesse étudiante. » Il en revient avec un papier critique paru plusieurs mois plus tard dans le supplément Spécial Mai 68 d'Imprimatur. Même chose avec la première assemblée

générale étudiante en mars, où il décide, avec d'autres, d'exploser les barrières des cités universitaires, où filles et garçons sont séparés. Ils forment alors un petit commando de jeunes gars, direction le village des filles à Talence. « Une expérience humiliante, rigole Gérard. On s'est fait jeter, pas par les autorités, mais par les filles ! » Enfin, la grande manifestation du 25 mai évoquée plus haut, « un moment difficile, perturbé par des groupes très violents. » Cette ébullition des milieux universitaires et le militantisme ambiant traversent naturellement l'ensemble des 8 à 12 pages de la première formule d'Imprimatur. Pas seulement le Spécial Mai 68, mais l'ensemble des numéros parus la même année. Interviennent alors



Robert Escarpit (à gauche) et Marie-Christiane Courtioux. © Marie-Christiane Courtioux

« TOUT CE QU'ON AVAIT À DIRE, ON LE DISAIT DANS LE JOURNAL »

Mais, comme le souligne Pierre Christin (par ailleurs célèbre créateur de la BD Valérien) dans l'éditorial du numéro hebdomadaire de novembre 68, le journal a longtemps été considéré de manière contradictoire. « Qualifié pendant un temps de *suppôt du mandarinat universitaire, de machine de guerre des futurs technocrates et d'organe de la réaction, il a connu en d'autres périodes les accusations contraires.* » Marie-Christiane Courtioux, assistante de Robert Escarpit et équipière de Pierre Christin en 68, se souvient de la « ligne propre » (comprendre, pas gauchiste) souhaitée par le fondateur de l'IUT : « Robert, dit Bobby, avait des sympathies communistes, mais nous étions réfractaires à toute forme d'embrigadement. je n'étais pas militante mais j'étais engagée. Notre principale préoccupation était de mettre l'université à portée des gens, et tout ce qu'on avait à dire, on le disait dans le journal ».

Un pas de côté parfaitement illustré par un épisode sur lequel elle revient en souriant. Le 13 mai, le jour du déclenchement de la grève générale à Bordeaux, elle se rend, avec Pierre Christin, à Paris, à la Sorbonne. Ils découvrent là-bas une AG permanente. « C'est tout ce qui nous insupportait, avec Pierre. C'était voter pour savoir s'il fallait voter. Quelle perte de temps... »

CAMILLE CHRÉTIEN @CamilleChretien
JÉRÉMY PELLET @pltjeremy

Le mouvement nourrit de grands espoirs...
Extrait du numéro de juin 1968 © IJBA

